



**Agence de  
promotion économique  
du Canada atlantique**

**Atlantic Canada  
Opportunities  
Agency**

**2014-2015**

**Rapport sur  
les plans et les priorités**



**Gouvernement  
du Canada**

**Government  
of Canada**

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, 2014.

N<sup>o</sup> de catalogue : AC2-5/2014F-PDF

ISSN : 2292-4329

## **BUDGET DES DÉPENSES 2014-2015**

---

### **PARTIE III – Plans de dépenses des ministères : Rapports sur les plans et les priorités**

---

#### **Objet**

Le Rapport sur les plans et les priorités (RPP) est le plan de dépenses individuel de chaque ministère et organisme. Ces rapports renferment un niveau de détails accru sur une période de trois ans quant aux principales priorités d'une organisation par résultat stratégique, programme et résultat prévu ou attendu, y compris des liens vers les besoins en ressources présentés dans le Budget principal des dépenses. De concert avec le Budget principal des dépenses, le Rapport sur les plans et les priorités fournit aux députés des renseignements sur les dépenses prévues des ministères et des organisations, et appuie l'examen des projets de loi de crédits qu'effectue le Parlement. Les RPP sont habituellement déposés peu de temps après le Budget principal des dépenses par le président du Conseil du Trésor.

#### **Le Budget des dépenses**

Le Budget des dépenses est composé de trois parties :

Partie I – Le Plan de dépenses du gouvernement donne un aperçu des dépenses du gouvernement et présente les modifications apportées aux dépenses prévues d'un exercice à l'autre.

Partie II – Le Budget principal des dépenses appuie directement les lois de crédits. Il renferme des renseignements détaillés au sujet des plans de dépenses et des autorisations demandées par chaque ministère et organisme.

En vertu du Règlement de la Chambre des communes, les parties I et II doivent être déposées au plus tard le 1<sup>er</sup> mars.

Partie III – Les plans de dépenses des ministères sont constitués de deux composantes :

- Le Rapport sur les plans et les priorités (RPP)
- Le Rapport ministériel sur le rendement (RMR)

Le RMR est un compte rendu individuel des résultats obtenus par les ministères et les organismes par rapport aux attentes de rendement prévues dans leur RPP respectif.

Les RMR de l'exercice complet le plus récent sont déposés à l'automne par le président du Conseil du Trésor.

Le budget supplémentaire des dépenses appuie les lois de crédits présentées plus tard au cours de l'exercice. Le budget supplémentaire des dépenses présente de l'information sur les besoins de dépenses qui n'étaient pas suffisamment définis pour être inclus dans le

budget principal ou qui ont ultérieurement été précisés afin de tenir compte de l'évolution de programmes et de services en particulier. Le budget supplémentaire des dépenses renferme également de l'information sur les modifications apportées aux prévisions de dépenses, aux principaux postes législatifs, ainsi qu'aux postes comme les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt, la création ou l'augmentation de subventions.

Pour plus de renseignements sur le Budget des dépenses, veuillez consulter [le site Internet du Secrétariat du Conseil du Trésor](#).

### **Liens avec le Budget des dépenses**

Tel qu'il est indiqué plus haut, les RPP font partie de la Partie III du Budget des dépenses. Alors que la Partie II met l'accent sur l'aspect financier du Budget des dépenses, la Partie III met l'accent sur les renseignements financiers et non financiers sur le rendement, tant du point de vue de la planification et des priorités (RPP) que de la perspective des réalisations et des résultats (RMR).

La Structure de gestion des ressources et des résultats (SGRR) établit une structure de présentation de l'information financière dans le Budget des dépenses et dans les rapports au Parlement par l'intermédiaire des RPP et des RMR. Pour la présentation des dépenses prévues, les RPP s'appuient sur le Budget des dépenses comme source fondamentale d'information financière.

Les dépenses présentées dans le Budget principal sont fondées sur la Mise à jour annuelle des niveaux de référence qui est préparée à l'automne. En comparaison, les dépenses prévues se trouvant dans les RPP incluent le Budget principal ainsi que tout autre montant approuvé dans le cadre d'une présentation au Conseil du Trésor au plus tard le 1<sup>er</sup> février (voir la section Définitions). Ce réajustement des données financières permet un portrait plus à jour des dépenses prévues par programme.

### **Changements à la présentation du Rapport sur les plans et les priorités**

Plusieurs modifications ont été apportées à la présentation du RPP en partie pour répondre à un certain nombre de demandes – des Comités permanents de la Chambre des communes : Comptes publics (PACP - [Rapport 15<sup>i</sup>](#)) en 2010, et Opérations gouvernementales et prévisions budgétaires (OGGO - [Rapport 7<sup>ii</sup>](#)) en 2012 – à fournir des renseignements financiers et non financiers plus détaillés sur le rendement des programmes au sein des RPP et des RMR, afin de faciliter leur étude en appui à l'approbation des crédits.

- Dans la Section II, les renseignements financiers sur les ressources humaines et sur le rendement sont désormais présentés aux niveaux des programmes et des sous-programmes pour davantage de granularité.
- La présentation générale du rapport et la terminologie ont été revues pour plus de clarté et de cohérence.
- D'autres efforts visaient à rendre le rapport plus compréhensible et davantage axé sur les renseignements budgétaires, afin de renforcer son alignement avec le Budget principal.



## **Comment lire ce document**

Les RPP sont divisés en quatre sections :

### *Section I : Vue d'ensemble des dépenses de l'organisation*

La Vue d'ensemble des dépenses de l'organisation permet au lecteur d'obtenir un aperçu général de l'organisation. Elle fournit une description de l'objectif de l'organisation, ainsi que des renseignements de base sur les ressources financières et humaines. Cette section s'ouvre avec le nouveau Profil organisationnel, qui affiche des renseignements généraux sur l'organisation, tels que les noms du ministre et de l'administrateur général, le portefeuille ministériel, l'année de création de l'organisation et les principales autorités législatives. Cette section est suivie d'une nouvelle sous-section s'intitulant Contexte organisationnel, qui inclut la Raison d'être, les Responsabilités, les Résultats stratégiques et l'Architecture d'alignement des programmes, les Priorités organisationnelles et l'Analyse des risques. Cette section se termine avec les Dépenses prévues, l'Harmonisation avec les résultats du gouvernement du Canada, le Budget des dépenses par crédits votés et la Contribution à la Stratégie fédérale du développement durable. Il convient de noter que cette section ne présente aucun renseignement non financier sur le rendement des programmes (voir Section II).

### *Section II : Analyse des programmes par résultat stratégique*

Cette section fournit des renseignements financiers et non financiers détaillés sur le rendement des résultats stratégiques, des programmes et des sous-programmes. Cette section permet au lecteur d'en apprendre davantage sur les programmes en lisant leur description respective ainsi que le récit intitulé « Faits saillants de la planification ». Ce récit relate les principaux services et les initiatives clés appuyant les plans et les priorités tels que présentés dans la Section I; il décrit également comment les renseignements sur le rendement soutiennent le résultat stratégique ou un programme parent.

### *Section III : Renseignements supplémentaires*

Cette section fournit des renseignements en appui aux plans et aux priorités ministériels. Dans cette section, le lecteur trouvera l'état des résultats prospectif et un lien vers les tableaux de renseignements supplémentaires concernant les paiements de transfert, l'écologisation des opérations gouvernementales, la vérification interne et les évaluations, les initiatives horizontales, les frais d'utilisation, les grands projets de l'État, et le financement pluriannuel initial, le cas échéant, pour chaque ministère. Le lecteur trouvera également un lien vers la publication *Dépenses fiscales et évaluations*, publiée annuellement par le ministre des Finances, qui fournit des estimations et des projections des répercussions sur les revenus de mesures fiscales fédérales visant à appuyer les priorités économiques et sociales du gouvernement du Canada.

### *Section IV : Coordonnées de l'organisation*

Dans cette dernière section, le lecteur aura accès aux coordonnées de l'organisation.

## Définitions

### *Architecture d'alignement des programmes*

Inventaire structuré de tous les programmes entrepris par un ministère ou organisme. Les programmes sont hiérarchisés de manière à mettre en lumière les relations logiques entre eux et les résultats stratégiques (RS) ministériels auxquels ces programmes contribuent.

### *Cadre pangouvernemental*

Un cadre établissant les liens entre les contributions financières et non financières des organisations fédérales qui reçoivent des crédits par l'alignement de leurs Programmes avec un ensemble de grands secteurs de dépenses définis pour le gouvernement dans son ensemble.

### *Crédit*

Toute autorisation du Parlement de verser une somme d'argent à même le Trésor.

### *Dépenses budgétaires contre non budgétaires*

Dépenses budgétaires – dépenses de fonctionnement et de capital; paiements de transfert à d'autres ordres gouvernementaux, organisations ou individus; et paiements aux sociétés d'État.

Dépenses non budgétaires – Les dépenses nettes et les recettes liées aux prêts, placements et avances, qui changent la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

### *Dépense prévue*

Aux fins du RPP, les dépenses prévues se réfèrent aux montants pour lesquels une présentation au Conseil du Trésor a été approuvée au plus tard le 1<sup>er</sup> février 2014. Cette date butoir est différente du processus du Budget principal des dépenses. Par conséquent, les dépenses prévues peuvent inclure des montants supplémentaires aux niveaux de dépenses prévues inscrits dans le Budget principal des dépenses de 2014-2015.

### *Équivalent temps plein (ETP)*

Un indicateur de la mesure dans laquelle un employé représente une charge complète d'année-personne dans un budget ministériel. Les ETP sont calculés selon un taux d'heures de travail assignées en relation aux heures normales de travail. Les heures normales de travail sont établies dans les conventions collectives.

### *Programme*

Groupe d'activités connexes conçues et gérées de manière à répondre à un besoin particulier du public et souvent traitées comme une unité budgétaire.

### *Programme temporisé*

Programme ayant une durée fixe et dont le financement ou l'autorisation politique n'est pas permanent. Lorsqu'un programme arrive à échéance, une décision doit être prise quant à son maintien. (Dans le cas d'un renouvellement, la décision précise la portée, le niveau de financement et la durée.)

### *Résultat attendu*

Se dit d'un résultat qu'un programme est censé produire.

*Résultat stratégique*

Un résultat stratégique est un avantage durable à long terme pour la population canadienne qui découle du mandat et de la vision d'un ministère.

*Résultats du gouvernement du Canada*

Un ensemble d'objectifs de haut niveau définis pour le gouvernement en entier.

*Secteurs de dépenses*

Catégories de dépenses du gouvernement du Canada. Il y a quatre secteurs de dépenses (affaires économiques, affaires sociales, affaires internationales et affaires gouvernementales) comprenant chacun entre trois et cinq résultats du gouvernement du Canada.

*Structure de gestion des ressources et des résultats (SGRR)*

Une approche et une structure communes pour la collecte, la gestion et le rapport des renseignements financiers et non financiers sur le rendement.

Une SGRR fournit de l'information détaillée sur tous les programmes ministériels (par exemple : les coûts du programme, les résultats attendus et leurs cibles associées, comment ils s'harmonisent avec les priorités du gouvernement et les résultats escomptés) et établit la même structure à la fois pour la prise de décision interne et la responsabilisation externe.



# Table des matières

<b>Message du ministre .....</b>	<b>1</b>
<b>Message du ministre d'État.....</b>	<b>3</b>
<b>Section I : Vue d'ensemble des dépenses de l'organisation.....</b>	<b>5</b>
Profil organisationnel.....	5
Contexte organisationnel .....	6
Raison d'être .....	6
Responsabilités .....	6
Résultat stratégique et Architecture d'alignement des programmes .....	7
Priorités organisationnelles .....	8
Analyse des risques .....	12
Dépenses prévues.....	15
Harmonisation avec les résultats du gouvernement du Canada.....	16
Tendances relatives aux dépenses du ministère.....	17
Budget des dépenses par crédits votés.....	19
Contribution à la Stratégie fédérale de développement durable .....	19
<b>Section II : Analyse des programmes par résultat stratégique.....</b>	<b>21</b>
Résultat stratégique : Une économie concurrentielle au Canada atlantique.....	21
Programme 1.1 : Développement des entreprises.....	22
Sous-programme 1.1.1 : Innovation et commercialisation.....	24
Sous-programme 1.1.2 : Productivité et croissance .....	26
Sous-programme 1.1.3 : Promotion du commerce extérieur.....	28
Programme 1.2 : Développement des collectivités.....	30
Sous-programme 1.2.1 : Investissement dans les collectivités.....	32
Sous-programme 1.2.2 : Développement des entreprises dans les collectivités.....	34
Programme 1.3 : Politiques, défense des intérêts et coordination .....	36
Sous-programme 1.3.1 : Politiques .....	38
Sous-programme 1.3.2 : Défense des intérêts .....	40
Sous-programme 1.3.3 : Coordination .....	42
Programme 1.4 : Services internes .....	44
<b>Section III : Renseignements supplémentaires .....</b>	<b>47</b>
État des résultats prospectif .....	47
Liste des tableaux de renseignements supplémentaires .....	48
Dépenses fiscales et évaluations .....	48
<b>Section IV : Coordonnées de l'organisation .....</b>	<b>49</b>
<b>Notes de fin de document .....</b>	<b>49</b>



## Message du ministre

En 2014-2015, notre gouvernement poursuivra son engagement en matière de création d'emplois, de croissance économique et de prospérité à long terme pour tous les Canadiens.

Le Canada, confronté à la précarité de l'économie mondiale, a pris les mesures nécessaires afin d'établir de solides assises à cette fin.

Le Canada se classe au premier rang du G-7 pour la création d'emplois, la croissance du revenu et le maintien de la dette à de bas niveaux.

En Atlantique, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) continuera d'agir comme principal catalyseur fédéral du développement économique.



L'APECA aidera les petites et moyennes entreprises (PME) de la région à devenir plus novatrices, productives et concurrentielles, tout en aidant les collectivités rurales à créer et à saisir les occasions de croissance économique et de diversification.

L'Agence aidera aussi les PME de l'Atlantique à examiner les occasions de promotion du commerce extérieur découlant du Plan d'action sur les marchés mondiaux du Canada et de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne récemment annoncé. L'APECA s'assurera que les PME seront prêtes à maximiser les occasions de croissance, notamment celles qui découleront de grands projets tels que la stratégie de construction navale de 38,6 milliards de dollars de notre gouvernement et l'exploitation d'énergie propre et renouvelable à Muskrat Falls.

Je suis heureux de présenter le Rapport sur les plans et les priorités 2014-2015 de l'APECA, qui explique en détail les priorités de l'Agence en matière de développement économique au cours de la prochaine année au Canada atlantique.

---

Bernard Valcourt, C.P., c.r., député  
Ministre des Affaires autochtones et  
du développement du Nord canadien





## Message du ministre d'État

En 2014-2015, l'APECA continuera d'appuyer l'engagement de notre gouvernement à l'égard de la création d'emplois, de la croissance et de la prospérité économique en mettant l'accent sur les grandes priorités qui aideront les petites et moyennes entreprises (PME) et les collectivités de tout le Canada atlantique à créer des occasions de développement économique et à miser sur ces dernières.

Au cours de l'année, les programmes et services de l'APECA se concentreront sur les initiatives qui aident les PME à devenir plus productives et concurrentielles sur les marchés intérieur et mondial. L'Agence améliorera ses programmes d'innovation, appuiera la commercialisation de technologies mises au point localement et encouragera les PME à améliorer leur productivité par des initiatives telles que l'adoption de nouvelles technologies et la fabrication sans gaspillage, ainsi que de meilleures compétences en affaires.

L'APECA collaborera aussi avec ses partenaires du secteur privé, du milieu universitaire, des organismes locaux de développement économique et des autres ministères pour élaborer des stratégies ciblées qui permettront aux collectivités de la région, particulièrement celles des régions rurales, d'être bien placées pour saisir les occasions de croissance et de diversification.

L'Agence continuera aussi d'organiser des activités en vertu du Plan d'action pour la construction navale en Atlantique afin d'aider les PME à mobiliser des intervenants clés et à se préparer aux occasions découlant des chaînes d'approvisionnement des secteurs de la marine et de la défense et autres.

L'APECA continuera de défendre fermement les intérêts du Canada atlantique afin que la région puisse tirer un maximum des débouchés économiques. À l'interne, l'APECA mettra en œuvre des initiatives visant à s'assurer qu'elle maintient ses normes d'excellence en matière de prestation de services, et qu'elle continue d'offrir aux PME et aux collectivités de la région un appui réel, pertinent et opportun.



---

Rob Moore, C.P., député  
Ministre d'État  
(Agence de promotion économique du  
Canada atlantique)



# Section I : Vue d'ensemble des dépenses de l'organisation

## Profil organisationnel

**Ministre :** L'honorable Bernard Valcourt, C.P., c.r., député

**Ministre d'État :** L'honorable Rob Moore, C.P., député

**Administrateur général :** M. Paul J. LeBlanc, président

**Portefeuille ministériel :** Agence de promotion économique du Canada atlantique

**Année de création :** 1987

**Principales autorités législatives :** Partie I de la *Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique*, L.R.C, 1985, ch. 41 (4<sup>e</sup> suppl.), aussi appelée *Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique*. Consultez [le site Web du ministère de la Justice](#) pour obtenir plus d'information.

**Autre :** M. Gerald Keddy est le secrétaire parlementaire du ministre du Revenu national et pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique.

Le président de l'APECA est également président du Conseil de promotion économique du Canada atlantique et du conseil d'administration de la Société d'expansion du Cap-Breton, une société d'État créée afin de promouvoir et d'appuyer le financement et le développement de l'Île du Cap-Breton et de la région de Mulgrave en Nouvelle-Écosse.

Des renseignements additionnels sont fournis sur le site Web de l'Agence relativement au [Portefeuille des contributions remboursables du Programme de développement des entreprises de l'APECA](#).

## Contexte organisationnel

### Raison d'être

L'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) a été mise sur pied en 1987 (Partie I de la *Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique*, L.R.C. (1985), ch. 41 (4<sup>e</sup> suppl.), aussi appelée *Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique*) et est le ministère fédéral chargé du développement économique des provinces du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve-et-Labrador.

Le ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique) est responsable de cette organisation.

L'APECA s'emploie à créer des possibilités de croissance économique au Canada atlantique en aidant les entreprises à devenir plus concurrentielles, plus novatrices et plus productives, en travaillant avec les diverses collectivités en vue de développer et de diversifier leur économie, et en faisant la promotion des atouts de la région. Ensemble, avec les habitants de la région, l'APECA renforce l'économie.

### Responsabilités

L'APECA joue un rôle important dans l'élaboration et le soutien de politiques et de programmes qui viennent renforcer l'économie de la région. Ses responsabilités sont énoncées dans sa loi constitutive et son règlement, qui lui confèrent le mandat « de favoriser les possibilités de développement économique du Canada atlantique et, plus particulièrement, la croissance des revenus et les créations d'emplois dans cette région<sup>iii</sup>. » Bien que les politiques et les programmes de l'Agence aient évolué depuis sa création, l'objectif global reste le même. L'APECA aide la région de l'Atlantique à atteindre les meilleurs résultats économiques possible en matière de productivité, de compétitivité, de croissance et d'innovation. Elle y parvient en s'attaquant aux changements structurels de l'économie, en aidant les collectivités et les entreprises à surmonter les obstacles et en misant sur les possibilités. L'APECA tient à aider la région à développer ses capacités et à faire la transition vers une économie plus forte.

L'Agence assure la prestation de ses services à partir de son siège social, à Moncton, au Nouveau-Brunswick, et dans les quatre provinces de l'Atlantique, grâce à ses bureaux régionaux situés dans chacune des capitales provinciales et à 23 bureaux locaux. Grâce à son bureau d'Ottawa, l'APECA veille à ce que les intérêts du Canada atlantique soient représentés dans les politiques et les programmes élaborés par d'autres ministères et organismes de l'administration fédérale.

## Résultat stratégique et Architecture d'alignement des programmes

Le résultat stratégique de l'APECA – une économie concurrentielle au Canada atlantique – et l'Architecture d'alignement des programmes (AAP) se trouvent ci-dessous. L'AAP est fondée sur les résultats des activités de recherche stratégique et d'analyse, l'évaluation périodique de la pertinence et du rendement des programmes, le dialogue permanent tenu avec les intervenants de la région ainsi que les priorités et orientations du gouvernement du Canada.

### **1. Résultat stratégique : Une économie concurrentielle au Canada atlantique**

#### **1.1 Programme : Développement des entreprises**

##### **1.1.1 Sous-programme : Innovation et commercialisation**

##### **1.1.2 Sous-programme : Productivité et croissance**

##### **1.1.3 Sous-programme : Promotion du commerce extérieur**

#### **1.2 Programme : Développement des collectivités**

##### **1.2.1 Sous-programme : Investissement dans les collectivités**

##### **1.2.2 Sous-programme : Développement des entreprises dans les collectivités**

#### **1.3 Programme : Politiques, défense des intérêts et coordination**

##### **1.3.1 Sous-programme : Politiques**

##### **1.3.2 Sous-programme : Défense des intérêts**

##### **1.3.3 Sous-programme : Coordination**

#### **1.4 Programme : Services internes**

## Priorités organisationnelles

Toutes les priorités organisationnelles soutiennent le résultat stratégique de l'Agence : Une économie concurrentielle au Canada atlantique. Ce résultat correspond à la raison d'être de l'Agence, dont la loi constitutive prévoit l'accroissement des revenus gagnés et des perspectives d'emploi dans la région ainsi que la défense des intérêts du Canada atlantique, ce qui a une incidence sur les politiques nationales.

Priorité 1	Type <sup>iv</sup>	Programme
Orienter les programmes et les services de l'APECA en faveur des initiatives qui encouragent les entreprises du Canada atlantique à devenir plus novatrices, productives et concurrentielles sur le marché mondial.	Permanente	Développement des entreprises, avec l'appui de Développement des collectivités et Politiques, défense des intérêts et coordination

### Description

#### Pourquoi est-ce une priorité?

La productivité est le moteur de la compétitivité et de la croissance économique et, au bout du compte, elle détermine le niveau de vie. Au Canada atlantique, la période actuelle d'incertitude économique s'est ajoutée à la difficulté de resserrer l'écart de productivité, et la région doit également faire face à un risque important lié au vieillissement de la population et à la pénurie de travailleurs spécialisés. Des investissements stratégiques dans des domaines comme l'innovation, les compétences en affaires et en gestion et le développement des activités commerciales internationales des PME sont essentiels pour accroître leur compétitivité et la vitalité à long terme des collectivités de la région.

#### Quels sont les plans pour réaliser cette priorité?

- Appuyer les entreprises, les secteurs industriels et les réseaux communautaires afin d'accroître la productivité et la compétitivité des entreprises au moyen du lancement d'initiatives liées à l'innovation et aux compétences, comme la commercialisation, l'adoption et l'adaptation de la technologie, la fabrication allégée, ainsi que l'acquisition de compétences en affaires et en gestion.
- Aider les entreprises et l'industrie régionales à percer le marché mondial en examinant les possibilités de commerce international tel qu'il est décrit dans le Plan d'action sur les marchés mondiaux du Canada et en tirant parti de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne.
- Assurer une recherche, une coordination et des politiques qui favorisent la collaboration et la mobilisation des partenaires des gouvernements fédéral et provinciaux, du secteur privé et du milieu universitaire partout au Canada atlantique afin de trouver des moyens efficaces pour surmonter les difficultés auxquelles la région fait face en matière de productivité, de compétitivité et de compétences.
- Développer et accroître la capacité des PME liées à l'innovation, aux compétences et aux chaînes de valeur mondiales pour tirer parti des occasions découlant du Plan d'action pour la construction navale en Atlantique et d'autres projets importants.



Priorité 2	Type <sup>iv</sup>	Programme
Élaborer et mettre en œuvre des stratégies en fonction des possibilités et des besoins particuliers des collectivités du Canada atlantique en matière de développement économique, avec un accent particulier sur les entreprises rurales.	Permanente	Développement des collectivités, avec l'appui de Développement des entreprises et Politiques, défense des intérêts et coordination

### Description

#### Pourquoi est-ce une priorité?

Les différences culturelles, géographiques et économiques dans les quatre provinces de l'Atlantique nécessitent des réponses adaptées aux besoins économiques qui équilibrent les écarts marqués et les synergies possibles entre les régions rurales et urbaines. Les collectivités rurales doivent toutefois surmonter des difficultés importantes dans le secteur des ressources naturelles, qui a toujours été le moteur économique de la région, et explorer les possibilités de diversification. Cela est particulièrement important au Canada atlantique – l'une des régions les plus rurales du pays, où plus de 40 pour cent de la population vit dans des collectivités rurales. Les parties prenantes doivent travailler ensemble afin que les stratégies élaborées pour répondre à des besoins particuliers soient complémentaires et contribuent à renforcer la région.

#### Quels sont les plans pour réaliser cette priorité?

- Continuer de travailler en étroite collaboration avec les partenaires du secteur privé, du milieu universitaire, de groupes communautaires et d'autres ministères afin de répondre aux besoins des collectivités, notamment dans les régions rurales qui sont vulnérables à l'exode des travailleurs spécialisés et au vieillissement de la population.
- Maximiser l'utilisation des ressources de l'APECA et de ses partenaires, comme les Corporations au bénéfice du développement communautaire (CBDC), afin d'aider les PME en région rurale à cerner les occasions stratégiques de croissance et de diversification économiques.
- Aider le secteur du tourisme et divers secteurs des ressources qui composent avec des fluctuations du marché mondial à relever les défis auxquels ils font face, et contribuer à l'élaboration de stratégies visant à faire prospérer ces secteurs afin que les collectivités profitent des occasions de perfectionnement.
- Appuyer les priorités du gouvernement fédéral en harmonisant les activités avec les cadres nationaux dans des domaines comme le développement économique des Autochtones et mettre en œuvre des stratégies fédérales comme l'Initiative de développement économique (IDE) dans le cadre de la Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 : Éducation, immigration, communautés.
- Mener et appuyer des recherches et des analyses afin d'évaluer les besoins particuliers de diverses régions et de proposer des réponses qui généreront des avantages économiques et qui créeront de la richesse dans les collectivités rurales.
- Aider les entreprises et les collectivités à renforcer leur capacité de créer des occasions particulières de générer la richesse, notamment dans les régions rurales du Canada atlantique.

Priorité 3	Type <sup>iv</sup>	Programme
Exercer un leadership en assumant un rôle de coordination et en travaillant avec les entreprises, les gouvernements et les autres parties prenantes dans la région et les décideurs clés d'Ottawa ainsi qu'en défendant leurs intérêts afin de permettre aux entreprises de saisir les nouvelles occasions et de surmonter les principales difficultés.	Déjà établie	Politiques, défense des intérêts et coordination, avec l'aide de Développement des collectivités et Développement des entreprises

### Description

#### Pourquoi est-ce une priorité?

Les entreprises du Canada atlantique jouissent d'importantes possibilités découlant des grands travaux qui sont en cours ou qui seront réalisés prochainement dans la région, en particulier dans les secteurs de la construction navale et de l'énergie. Il faut aider les PME du Canada atlantique à profiter de ces possibilités, notamment pendant que les secteurs traditionnels de ressources s'adaptent aux marchés mondiaux. La coordination de l'appui des parties prenantes est essentielle à la maximisation des retombées économiques liées aux nouveaux débouchés et aux défis permanents qui pourraient se présenter dans la région.

#### Quels sont les plans pour réaliser cette priorité?

- Informer les principaux décideurs et leur fournir des conseils stratégiques reposant sur une analyse rigoureuse pour veiller à ce que l'économie de la région de l'Atlantique profite des occasions.
- Défendre les intérêts des PME du Canada atlantique pour promouvoir leur capacité et les aider à se préparer à tirer parti des occasions découlant des grands projets à venir.
- Veiller à la promotion des travaux effectués dans le secteur de la foresterie et d'autres secteurs des ressources naturelles en ce qui a trait à la mise au point de nouveaux produits à valeur ajoutée et au repérage de nouveaux marchés.
- Effectuer une analyse, favoriser la participation et élaborer des stratégies pour saisir les occasions et relever les défis, notamment en ce qui concerne les progrès réalisés dans des domaines comme le secteur de l'énergie et les grands projets; l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne; la Porte de l'Atlantique; et les secteurs de croissance clés au Canada atlantique.
- Mobiliser l'industrie et les autres parties prenantes afin de maximiser les occasions de retombées industrielles et régionales des initiatives du gouvernement fédéral, notamment le Plan d'action pour la construction navale en Atlantique, et en vue de saisir les occasions découlant de la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale.

Priorité 4	Type <sup>iv</sup>	Programme
Améliorer constamment la gestion interne de l'organisation et maintenir la mobilisation des employés à l'égard de l'excellence des services offerts à la population canadienne.	Permanente	Services internes

### Description

#### Pourquoi est-ce une priorité?

En cette période de restrictions budgétaires et de changement organisationnel, l'APECA demeure déterminée à produire des résultats de qualité pour les Canadiens et les Canadiennes. Afin d'atteindre ses objectifs, l'Agence devra favoriser l'amélioration continue tout en conservant un effectif diversifié et qualifié. Elle doit maintenir la mobilisation des employés à tous les niveaux pour assurer la prise de décisions efficaces et efficaces qui prennent en compte les risques organisationnels et opérationnels. À l'heure actuelle, il est également essentiel que tous les employés comprennent et adoptent les valeurs de la fonction publique du Canada que sont le respect de la démocratie, le respect envers les personnes, l'intégrité, l'intendance des ressources et l'excellence, en tant que base de comportement respectueux et éthique.

#### Quels sont les plans pour réaliser cette priorité?

- Mettre en œuvre des initiatives de transformation et des initiatives organisationnelles qui renforceront et qui amélioreront la capacité de l'Agence de fournir d'excellents programmes et services, et continuer de chercher des occasions de collaboration accrue au sein de l'Agence et du contexte gouvernemental général. L'APECA continuera également d'appuyer les employés et leur perfectionnement afin d'accroître le rendement et la productivité et de veiller à fournir des services de grande qualité à la population canadienne.
- Gérer la mise en œuvre de mesures d'atténuation des principaux risques de l'Agence et assurer l'intégration de la gestion du risque dans ses processus de planification et de prise de décisions.
- Mettre en œuvre la Stratégie sur les valeurs et l'éthique de l'APECA afin que les valeurs soient bien ancrées dans la culture de l'Agence.
- Renforcer l'engagement de l'APECA à l'égard de pratiques solides en matière de ressources humaines, conformément aux valeurs de la fonction publique ainsi qu'aux besoins et aux demandes en matière de ressources humaines découlant de son programme de gestion du changement.
- Mettre en œuvre des initiatives à l'appui de l'Objectif 2020.

## Analyse des risques

### Risques de l'Agence

Le profil de risque de l'APECA de 2013 est le fruit d'un processus inclusif et exhaustif d'évaluation des risques qui a permis de déterminer les trois risques clés suivants, présentés en ordre de priorité, ainsi que les stratégies pour y répondre en 2014-2015.

Risque clé	Stratégie de réaction au risque	Liens vers l'AAP
<b>Gestion du portefeuille</b> Il y a un risque que la capacité actuelle pour les activités de sélection, d'évaluation et de surveillance de projets et de gestion du portefeuille soit insuffisante pour atteindre pleinement les objectifs de programme, ce qui pourrait nuire à l'efficacité générale de l'Agence.	La direction atténuera ce risque en s'efforçant sans cesse d'améliorer les processus de travail de même que les documents d'orientation et de référence qui appuient l'exécution des programmes, ainsi qu'en augmentant la pertinence et la disponibilité des outils afin de bien appuyer la surveillance et la supervision des activités du portefeuille. Une importance continue sera accordée aux activités de formation et à l'échange de pratiques exemplaires.	Développement des entreprises  Développement des collectivités
<b>Gestion des changements organisationnels</b> Il y a un risque que les efforts déployés par l'Agence pour gérer les changements importants et continus soient insuffisants pour soutenir la productivité, l'efficacité et la mobilisation des employés.	La direction atténuera ce risque en favorisant une culture de gestion qui maximise les possibilités d'accroître l'efficacité et la productivité grâce à la mise en œuvre d'initiatives transformationnelles, et en travaillant avec d'autres ministères. En outre, la direction veillera à ce que les divers aspects de la gestion du changement organisationnel continuent de faire partie des processus de planification de l'Agence. Enfin, la direction continuera de veiller tout particulièrement à ce que les gestionnaires soient outillés pour diriger le travail de renouvellement de la main-d'œuvre, gérer le rendement et inciter les employés à chercher des moyens de renforcer et d'accroître la capacité de l'Agence d'offrir d'excellents programmes et services.	Développement des entreprises  Développement des collectivités  Politiques, défense des intérêts et coordination  Services internes
<b>Outils et systèmes d'information</b> Il y a un risque qu'un ensemble d'outils et de systèmes d'information modernes et compatibles ne soit pas conçu et mis en œuvre en temps opportun, ce qui peut réduire la productivité de l'Agence.	La direction atténuera ce risque en exploitant de façon optimale les systèmes et les outils existants grâce à la formation et à la sensibilisation; en collaborant avec d'autres ministères pour trouver une approche commune à l'égard des solutions opérationnelles; et en améliorant les communications internes pour obtenir une conception commune des besoins ainsi que de la capacité de l'organisation en matière de technologies de l'information.	Développement des entreprises  Développement des collectivités  Politiques, défense des intérêts et coordination  Services internes



## Contexte opérationnel de l'APECA

Le travail de l'APECA est dicté par les besoins des clients, les priorités stratégiques et la conjoncture économique locale et régionale en constante évolution. L'approche globale de l'Agence en matière de développement économique régional vise à affronter les difficultés et à saisir les possibilités en misant sur la souplesse afin de tenir compte des circonstances particulières de chacune des provinces de l'Atlantique.

Plusieurs facteurs internes et externes influent sur le travail de l'APECA, générant des incertitudes qui peuvent nuire à la capacité de l'Agence d'atteindre les résultats escomptés.

## Facteurs externes

Au cours des prochaines années, divers facteurs stimuleront la croissance économique du Canada atlantique : le développement du secteur des hydrocarbures et de celui des énergies renouvelables; l'investissement dans des projets miniers; la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale; et les activités de développement économique à l'échelle mondiale, dont l'innovation. Néanmoins, la reprise économique mondiale demeure incertaine.

En effet, malgré l'expectative d'une nouvelle croissance économique mondiale, l'économie du Canada atlantique n'est pas au bout de ses peines. Les problèmes financiers et structurels liés au plafond de la dette aux États-Unis ainsi qu'une croissance moins forte que prévue dans plusieurs économies émergentes pourraient occasionner des difficultés supplémentaires aux exportateurs de la région. La concurrence internationale des fabricants à faible coût, les problèmes d'accès au marché (transport, certifications, etc.) et la force relative du dollar continueront de nuire aux fabricants et aux industries primaires du Canada atlantique. Enfin, en raison du vieillissement de la population, les besoins en compétences et en travailleurs seront plus criants.

Tous ces facteurs obligent les entreprises et les collectivités du Canada atlantique à accroître leur compétitivité. Dans la région et dans l'ensemble du pays, il faut de toute évidence miser sur la productivité pour accroître la compétitivité sur les marchés internationaux. Bien que la productivité du Canada atlantique demeure au-dessous de la moyenne nationale, l'écart entre la région et le reste du pays s'est amoindri au cours de la dernière décennie, en grande partie grâce aux activités dans le secteur des mines et celui des hydrocarbures. Désormais, la hausse de la productivité dans les entreprises sera un facteur principal pour ce qui est de maintenir la croissance du niveau de vie au Canada atlantique. Le développement et la commercialisation de produits et de services novateurs, le maintien de la priorité accordée au perfectionnement des compétences en affaires et la diversification des marchés dans les économies avancées et émergentes devraient aussi contribuer à relever le niveau de vie dans la région. Par exemple, l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne procurera aux entreprises du Canada atlantique de nouvelles occasions d'affaires sur le marché européen et générera des gains considérables pour les PME et les travailleurs et les travailleuses au Canada.

## **Facteurs internes**

Compte tenu des facteurs susmentionnés et de la nécessité d'une gestion budgétaire saine, l'APECA est résolue à produire des résultats de qualité pour les Canadiens et les Canadiennes en créant un contexte permettant de tenir compte à la fois des possibilités et des difficultés. Afin de respecter cet engagement, l'Agence devra s'exposer à une vaste gamme de risques qui peuvent nuire à sa capacité d'atteindre pleinement ses objectifs.

L'Agence s'efforce constamment d'exécuter ses programmes et ses activités de façon novatrice, efficiente et efficace, et divers facteurs influenceront sur les changements organisationnels en 2014-2015, soit l'approche pangouvernementale, qui est au cœur d'Objectif 2020, les processus opérationnels communs, les progrès technologiques et les changements démographiques.

Le renforcement de la fonction de gestion intégrée du risque permettra à l'Agence de continuellement déterminer, évaluer, atténuer, faire connaître et surveiller les risques qui sont les plus susceptibles d'influer sur l'atteinte de son résultat stratégique et de ses priorités organisationnelles.

## Dépenses prévues

### Ressources financières budgétaires (Dépenses prévues — En dollars)

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
288 486 384	288 486 384	284 568 104	284 637 104

### Ressources humaines (Équivalent temps plein — ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
566	566	566

### Sommaire de planification budgétaire pour le résultat stratégique et les programmes (En dollars)

Résultat stratégique / Programme	Dépenses réelles 2011-2012	Dépenses réelles 2012-2013	Dépenses projetées 2013-2014	Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
<b>Résultat stratégique : Une économie concurrentielle au Canada atlantique</b>							
Développement des entreprises	172 970 427	179 856 451	174 543 400	164 581 549	164 581 549	162 663 269	162 732 269
Développement des collectivités	103 813 764	88 520 093	96 126 243	87 408 010	87 408 010	85 408 010	85 408 010
Politiques, défense des intérêts et coordination	13 646 372	12 403 955	10 806 675	11 351 591	11 351 591	11 351 591	11 351 591
<b>Total partiel</b>	<b>290 430 563</b>	<b>280 780 499</b>	<b>281 476 318</b>	<b>263 341 150</b>	<b>263 341 150</b>	<b>259 422 870</b>	<b>259 491 870</b>
Services internes	40 023 217	34 881 448	34 724 496	25 145 234	25 145 234	25 145 234	25 145 234
<b>Total</b>	<b>330 453 780</b>	<b>315 661 947</b>	<b>316 200 814</b>	<b>288 486 384</b>	<b>288 486 384</b>	<b>284 568 104</b>	<b>284 637 104</b>

La baisse des dépenses prévues s'observe principalement en 2014-2015 par rapport à 2013-2014 pour les programmes Développement des entreprises, Développement des collectivités et Services internes. Ces baisses résultent du recentrage des programmes et de gains d'efficacité découlant du Budget de 2012 et de la fin du financement de mesures temporaires, comme le Fonds d'amélioration de l'infrastructure communautaire et le financement ponctuel des priorités de développement économique des collectivités au Nouveau-Brunswick (c.-à-d. des projets locaux comme la mise sur pied d'installations multifonctionnelles et de nouvelles infrastructures récréatives).

Comme il est expliqué dans la sous-section du présent rapport intitulée Tendances relatives aux dépenses du ministère, des crédits parlementaires semblables à ceux reçus en 2013-2014 après le dépôt du Budget principal des dépenses de 2013-2014 seront demandés après le dépôt du Budget principal des dépenses de 2014-2015. Ces crédits s'ajouteront au total des dépenses prévues pour l'exercice 2014-2015 et viendront réduire l'écart entre les dépenses de 2013-2014 et celles de 2014-2015.



## Harmonisation avec les résultats du gouvernement du Canada

### Dépenses prévues pour 2014-2015 par secteur de dépenses du cadre pangouvernemental (En dollars)

Résultat stratégique	Programme	Secteur de dépenses	Résultat du gouvernement du Canada	Dépenses prévues 2014-2015
Une économie concurrentielle au Canada atlantique	1.1 Développement des entreprises	Affaires économiques	Une croissance économique forte	164 581 549
	1.2 Développement des collectivités	Affaires économiques	Une croissance économique forte	87 408 010
	1.3 Politiques, défense des intérêts et coordination	Affaires économiques	Une croissance économique forte	11 351 591

### Total des dépenses prévues par secteur de dépenses (En dollars)

Secteur de dépenses	Total des dépenses prévues
Affaires économiques	263 341 150
Affaires sociales	0
Affaires internationales	0
Affaires gouvernementales	0

## Tendances relatives aux dépenses du ministère

Le Budget principal des dépenses de l'Agence pour l'exercice 2014-2015 se chiffre à 288,5 millions de dollars. Il s'agit d'une baisse de 27,7 millions de dollars (7 pour cent) par rapport aux dépenses projetées de 316,2 millions de dollars en 2013-2014, qu'il faut attribuer à diverses pratiques et procédures opérationnelles ordinaires, dont les suivantes :

- L'obtention de crédits parlementaires se chiffrant à 9,5 millions de dollars après le dépôt du Budget principal des dépenses de 2013-2014 et qui sont toujours à venir en 2014-2015 :
  - Des fonds de 5,2 millions de dollars provenant du recouvrement de contributions remboursables. En 2013-2014, l'Agence a recouvré un montant supérieur à celui prévu dans ses niveaux de référence. Il faut procéder à un réajustement chaque année pour tenir compte des recouvrements plus élevés que le montant de base précisé dans les niveaux de référence.
  - Une somme de 500 000 \$ découlant d'un report prospectif du budget de fonctionnement de l'exercice 2012-2013.
  - Une somme de 4,4 millions de dollars résultant du remboursement pour les besoins en matière de rémunération (indemnités de départ, crédits de congé payables à la cessation d'emploi et indemnités de congé parental).

L'Agence devrait recevoir des crédits semblables en 2014-2015.

- L'incidence du recentrage des programmes et des gains d'efficacité :
  - Une baisse de 3,5 millions de dollars résultant des économies dégagées grâce aux mesures prises par l'Agence à la suite du Budget de 2012.
- L'incidence de la fin de certaines initiatives et ententes de financement :
  - Une baisse de 12,7 millions de dollars attribuable à la fin du Fonds d'amélioration de l'infrastructure communautaire.
  - Une hausse de 1,4 million de dollars attribuable au financement de l'Initiative de développement économique prévue dans la stratégie fédérale 2014-2018 en matière de langues officielles.
- L'incidence d'autres réajustements divers :
  - Une baisse de 2 millions de dollars en raison du versement final du financement ponctuel à l'appui des priorités de développement économique des collectivités au Nouveau-Brunswick, en lien avec des projets locaux comme la construction de nouvelles installations multifonctionnelles et de nouvelles infrastructures récréatives.
  - Une baisse de 1 million de dollars résultant d'autres réajustements mineurs, dont des réajustements au régime des avantages sociaux des employés, la réduction des dépenses de déplacement et un transfert de fonds à Services partagés Canada pour l'acquisition d'appareils et de logiciels de technologie en milieu de travail.
  - Une hausse de 400 000 \$ pour la négociation collective.

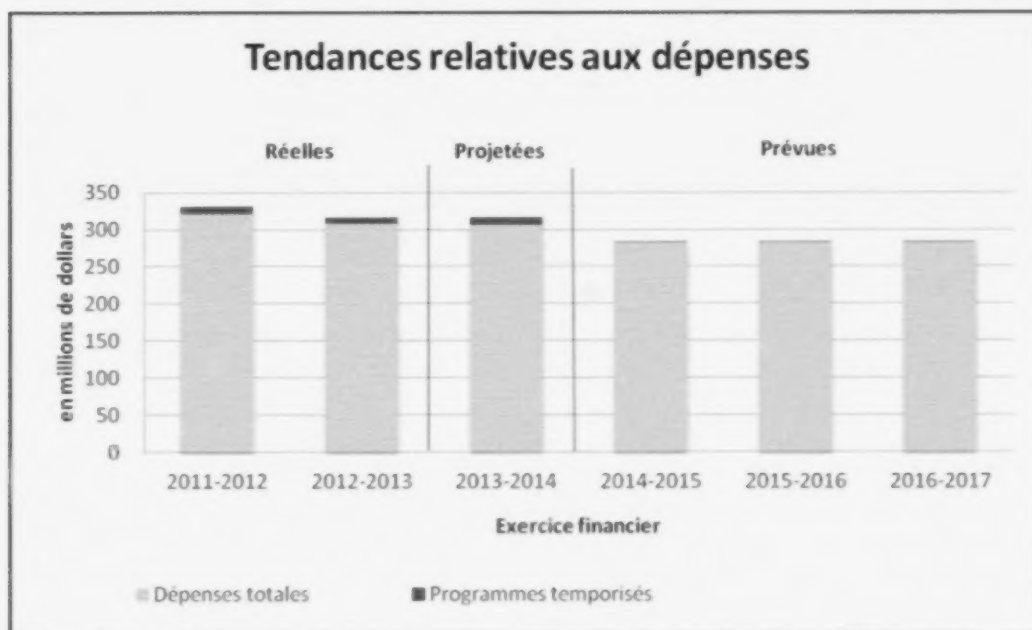
En 2015-2016, les dépenses prévues ne seront plus que de 284,6 millions de dollars, une baisse de 3,9 millions de dollars (1 pour cent) par rapport à la prévision de 288,5 millions de dollars en 2014-2015. Cette baisse s'explique ainsi :

- Une baisse de 4 millions de dollars des fonds provenant du recouvrement de contributions remboursables. L'Agence a reporté à l'exercice 2014-2015 le solde des fonds recouverts des contributions remboursables de 2012-2013 qui était supérieur à ce qui était inscrit dans ses niveaux de référence. Il faut procéder à un réajustement chaque année pour tenir compte des recouvrements plus élevés que le montant de base précisé dans les niveaux de référence.
- Une hausse de 100 000 \$ résultant d'autres réajustements mineurs.

En 2016-2017, les dépenses projetées restent inchangées à 284,6 millions de dollars.

### Analyse des tendances

Le graphique suivant illustre les tendances relatives aux dépenses réelles, projetées et prévues de l'Agence de 2011-2012 à 2016-2017.



Abstraction faite des programmes temporisés (qui représentent des dépenses réelles de 3,1 millions de dollars pour le Programme d'Infrastructure de loisirs Canada en 2011-2012, de 8,3 millions de dollars pour le Fonds d'amélioration de l'infrastructure communautaire en 2012-2013, et de 600 000 \$ pour le Fonds Chantiers Canada en 2012-2013), les niveaux de dépenses de l'Agence baisseront de 2011-2012 à 2014-2015, principalement en raison des mesures découlant du Budget de 2011 et du Budget de 2012. Ces mesures visaient surtout à améliorer l'efficacité et l'efficience des opérations et des programmes de façon à dépenser judicieusement l'argent des contribuables. Les niveaux de dépenses prévus se stabiliseront en 2014-2015.

## Budget des dépenses par crédits votés

Pour plus d'information sur les crédits organisationnels de l'APECA, veuillez consulter le Budget principal des dépenses 2014-2015.

## Contribution à la Stratégie fédérale de développement durable

La Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) de 2013-2016, déposée le 4 novembre 2013, oriente les activités de développement durable du gouvernement du Canada pour la période de 2013-2016. La SFDD présente les priorités du développement durable à l'échelle fédérale du Canada pour une période de trois ans, comme l'exige la Loi fédérale sur le développement durable (LFDD).

L'APECA contribue au thème I - Relever les défis des changements climatiques et de la qualité de l'air, et au thème IV - Réduire l'empreinte environnementale en commençant par le gouvernement, tels qu'indiqués par les identificateurs visuels ci-dessous.



### Thème I

Relever les défis des changements climatiques et de la qualité de l'air



### Thème IV

Réduire l'empreinte environnementale - En commençant par le gouvernement

Ces contributions sont des composantes des programmes et des sous-programmes suivants, et sont expliquées plus à fond dans la section II :

- Programme 1.3 Politiques, défense des intérêts et coordination
- Programme 1.4 Services internes

Vous pourrez obtenir de plus amples renseignements sur les activités de l'APECA à l'appui du développement durable en consultant le site Web de l'Agence. Pour obtenir plus de détails sur la Stratégie, veuillez consulter le site Web de la Stratégie fédérale de développement durable d'Environnement Canada.



## Section II : Analyse des programmes par résultat stratégique

### Résultat stratégique : Une économie concurrentielle au Canada atlantique

#### Mesure du rendement

Indicateur de rendement	Cible quinquennale 2013-2014 à 2017-2018	Date de réalisation
Augmentation du produit intérieur brut (PIB) du Canada atlantique pour chaque dollar dépensé par l'APECA en aide directe aux entreprises	4,50 \$ <sup>v</sup>	le 31 mars 2018

Le fait que l'économie du Canada atlantique soit concurrentielle augmente le nombre d'occasions de développement économique, surtout grâce à la croissance du revenu gagné et des possibilités d'emploi. La productivité est un facteur important de la compétitivité et une importante source de prospérité à long terme pour une région. La compétitivité et la productivité sont des facteurs déterminants qui permettent aux entreprises et aux collectivités de s'adapter à l'évolution de la situation économique mondiale. L'Agence appuie les entreprises et les collectivités et travaille avec elles afin de les aider à devenir plus concurrentielles, plus novatrices et plus productives; elle précise également les occasions et les défis propres à l'économie du Canada atlantique et y donne suite.

## Programme 1.1 : Développement des entreprises

### Description

Malgré l'amélioration récente de la situation économique et quelques occasions prometteuses à l'horizon (par exemple, dans les domaines de l'énergie et de la construction navale), il reste de grands défis à surmonter afin que la région puisse maximiser sa croissance. La productivité, qui dans un certain nombre de secteurs reste beaucoup plus faible au Canada atlantique que dans les principaux pays et dans d'autres régions du Canada, est l'un des indicateurs les plus révélateurs de l'existence de grands défis. L'Agence travaille en partenariat avec les entreprises, les intervenants, les industries et les institutions du Canada atlantique afin d'améliorer la croissance et la productivité de l'économie de la région et ainsi d'accroître la capacité concurrentielle, les revenus gagnés et la création d'emplois. L'Agence s'emploie à améliorer la capacité de croissance économique des régions rurales et urbaines du Canada atlantique au moyen de divers mécanismes stratégiques : en aidant les entreprises – particulièrement les petites et moyennes entreprises – quant à leur mise sur pied, à leur expansion ou à leur modernisation ainsi qu'au démarrage et à l'augmentation de leurs activités d'exportation; en établissant des partenariats avec les universités et d'autres institutions afin de renforcer la capacité de recherche-développement de la région, d'accroître les activités de commercialisation et d'améliorer la productivité de la région; et en faisant la promotion de la transition vers l'économie du savoir, transition à laquelle l'Agence participe.

### Ressources financières budgétaires (En dollars)

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
164 581 549	164 581 549	162 663 269	162 732 269

### Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
216	216	216

### Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible annuelle 2014-2015	Date de réalisation
Amélioration de la croissance et de la compétitivité des petites et moyennes entreprises du Canada atlantique	Nombre de points de pourcentage de plus du taux de survie des entreprises qui ont reçu de l'aide de l'APECA par rapport au taux des entreprises comparables qui n'en ont pas reçue	10	le 31 mars 2015
	Nombre de points de pourcentage de plus du taux de croissance de la productivité du travail des entreprises qui ont reçu de l'aide de l'APECA par rapport au taux d'entreprises comparables qui n'en ont pas reçue	0,3	le 31 mars 2015



## Faits saillants de la planification

En 2014-2015, l'Agence continuera d'appuyer les entreprises, les secteurs industriels et les réseaux communautaires au Canada atlantique afin d'améliorer la capacité d'innovation, la productivité et la compétitivité globale des petites et moyennes entreprises de la région (PME). Il s'agira de continuer à soutenir l'innovation et la commercialisation de nouveaux produits et services, de promouvoir des marchés d'exportation et de favoriser l'acquisition des compétences entrepreneuriales nécessaires pour stimuler la croissance.

Les investissements dans les projets d'innovation viseront également à inciter d'autres bailleurs de fonds à investir, à favoriser l'engagement de partenariats pour le développement de la technologie et à accroître les revenus tirés de la commercialisation de nouveaux produits, procédés, services et technologies. À cette fin, l'APECA travaillera à améliorer ses programmes liés à l'innovation et modifiera ses programmes selon une analyse stratégique et les observations formulées par les parties prenantes afin de veiller à ce que son approche demeure pertinente. L'Agence mettra également l'accent sur le soutien des PME pour les aider à saisir les possibilités offertes par la chaîne d'approvisionnement dans le cadre du Plan d'action pour la construction navale en Atlantique et d'autres grands travaux prévus. L'APECA fera la promotion de la compétitivité, de la productivité et de la capacité d'innover des PME du secteur touristique grâce à des mesures comme le Programme de préparation accélérée au marché, les Pratiques exemplaires en tourisme, TechnologieTourisme.com et l'Institut du Gros-Morne pour un tourisme durable.

L'APECA continuera d'accroître les capacités des entreprises de la région de l'Atlantique de faire affaire à l'étranger, en les aidant à pénétrer les marchés internationaux et en facilitant leur rendement sur ces marchés. L'Agence continuera de s'aligner sur les priorités du gouvernement du Canada, dont le Plan d'action sur les marchés mondiaux, la Stratégie des Amériques, les projets d'accord économique avec l'Inde et l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne, en procurant aux entreprises du Canada atlantique les outils, l'accès et le soutien dont elles ont besoin pour réussir sur les marchés mondiaux et en faisant la promotion de la région comme lieu propice aux affaires.

L'APECA investira dans des projets qui aideront les gens du Canada atlantique à acquérir les renseignements, les compétences en affaires et le financement dont ils ont besoin pour lancer et développer leurs entreprises et pour saisir les nouvelles occasions qui se présentent. Il sera prioritaire au cours du nouvel exercice d'encourager les PME à investir dans la productivité, l'acquisition de la technologie et le perfectionnement des compétences en gestion.

## Sous-programme 1.1.1 : Innovation et commercialisation

### Description

Il est essentiel de hausser le niveau de recherche-développement et d'innovation dans la région afin d'accroître la compétitivité au Canada atlantique et de rétrécir l'écart de productivité comparativement au reste du pays. L'Agence investit dans l'innovation et la commercialisation en appuyant la recherche-développement liée à de nouveaux produits, services et processus et leur commercialisation sur le marché. De plus, l'Agence appuie l'adoption et l'adaptation de technologies de pointe dans les entreprises. Les clients comptent des entreprises et des organismes comme des universités et des établissements de recherche. Ce sous-programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : le Fonds d'innovation de l'Atlantique et le Programme de développement des entreprises.

### Ressources financières budgétaires (En dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
86 168 660	85 168 380	85 168 380

### Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
81	81	81

### Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible annuelle 2014-2015	Date de réalisation
Capacités d'innovation et de commercialisation renforcées au Canada atlantique	Montant obtenu d'autres sources pour chaque dollar investi par l'APECA dans les projets d'innovation	1,00 \$	le 31 mars 2015
	Nombre de principaux collaborateurs en matière de développement technologique et de commercialisation par l'entremise des projets du Fonds d'innovation de l'Atlantique	45	le 31 mars 2015
		<b>Cible de quatre ans 2011-2012 à 2014-2015</b>	
	Revenus tirés des activités de la commercialisation	150 millions de dollars (cumulatif)	le 31 mars 2015

## Faits saillants de la planification

L'APECA continuera de favoriser un milieu où l'innovation peut contribuer au dynamisme de l'économie de la région. En investissant dans l'innovation, l'Agence appuie la diversification de l'économie de la région, l'expansion des marchés et l'amélioration de la productivité et de la compétitivité.

Entre autres choses, les investissements de l'APECA exerceront un effet de levier et inciteront le secteur privé et d'autres sources à investir également dans des projets d'innovation, encourageront l'engagement de partenariats pour le développement de technologies et feront augmenter les revenus issus de la commercialisation des nouveaux produits, procédés, services et technologies.

L'Agence s'efforcera d'optimiser les retombées de ses investissements, particulièrement dans des secteurs d'importance stratégique pour le succès à long terme de la région de l'Atlantique. Elle continuera d'appuyer les activités d'innovation régionales qui renforcent le potentiel de commercialisation des technologies mises au point au Canada atlantique.

L'APECA continuera d'explorer les possibilités d'innovation afin d'aider les entreprises du Canada atlantique à développer de nouvelles idées et de nouveaux produits, à améliorer des idées et des produits existants, à simplifier leurs opérations et à acquérir de nouvelles technologies de pointe, pour ainsi stimuler la productivité et les profits. En outre, l'Agence s'efforcera d'accroître la capacité de la région à mener des activités de recherche-développement (R-D) de pointe dans des secteurs spécialisés ou particuliers.

L'APECA cherchera également à améliorer ses programmes de soutien de l'innovation pour veiller à ce que son approche demeure en phase avec les besoins commerciaux de la région, les tendances mondiales et le courant de pensée actuel en matière d'innovation et de productivité. Il s'agit notamment de veiller à ce que les entreprises de la région continuent d'avoir accès aux outils dont elles ont besoin pour commercialiser de nouveaux produits et services, adapter et adopter la technologie, et améliorer leurs procédés et leur productivité. De plus, des efforts seront déployés pour veiller à ce que les universités, les collèges et le secteur privé de la région soient des partenaires efficaces de l'innovation.

## Sous-programme 1.1.2 : Productivité et croissance

### Description

L'Agence investit dans la productivité et la croissance pour donner aux gens du Canada atlantique un meilleur accès à l'information, aux compétences en affaires et au financement nécessaires pour démarrer et/ou agrandir une entreprise. Ces investissements aident les entreprises à voir le jour, à être plus productives et à croître, ce qui crée de la richesse et des emplois dans l'économie. Les investissements dans la productivité et la croissance sont faits directement auprès des entreprises pour les aider à augmenter leur capacité concurrentielle par l'intermédiaire d'activités telles que l'amélioration de la productivité, les agrandissements, les modernisations, le développement des compétences en affaires, de même que la formation et l'embauche de personnel qualifié. L'Agence appuie aussi les entreprises de façon indirecte en accordant des contributions à des organismes sans but lucratif, notamment les associations de développement économique et d'entreprises, qui mènent des activités favorisant la productivité et la croissance d'entreprises. L'Agence administre également Entreprises Canada, qui offre aux entreprises de l'information exhaustive sur les services, les programmes, les règlements et les ressources du gouvernement. En réduisant la complexité des relations avec les divers ordres gouvernementaux, Entreprises Canada joue un rôle dans le processus de développement des entreprises. Ce sous-programme a recours au financement du paiement de transfert suivant : le Programme de développement des entreprises.

### Ressources financières budgétaires (En dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
53 295 707	53 428 707	53 428 707

### Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
84	84	84

### Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible annuelle 2014-2015	Date de réalisation
Amélioration de la productivité et de la capacité de croissance des petites et moyennes entreprises du Canada atlantique	Montant obtenu d'autres sources pour chaque dollar investi par l'APECA dans des projets commerciaux de Productivité et croissance	2,00 \$	le 31 mars 2015
	Pourcentage de participants à des activités de perfectionnement des compétences en affaires qui signalent une amélioration de leurs compétences en affaires	85 %	le 31 mars 2015
	Nombre de points de pourcentage de plus du taux de croissance des ventes des entreprises qui ont reçu de l'aide de l'APECA par rapport au taux d'entreprises comparables qui n'en ont pas reçue	0,5	le 31 mars 2015

## Faits saillants de la planification

Les compétences en affaires, l'innovation et les capitaux sont trois importants moteurs complémentaires de la productivité et de la croissance d'une entreprise. En 2014-2015, l'APECA veillera à ce que les entrepreneurs de la région de l'Atlantique puissent obtenir les fonds dont ils ont besoin pour assurer leur croissance, innover et accroître leur productivité. L'Agence investira dans des projets qui aideront les PME à recruter du personnel spécialisé pour les aider à aplanir des difficultés particulières, à moderniser leurs opérations grâce à la technologie et à intégrer des mesures de production à valeur ajoutée afin d'assurer leur prospérité.

L'APECA continuera d'accorder des fonds à des organismes non commerciaux, comme des organismes de soutien des entreprises et des établissements d'enseignement, qui les utiliseront pour réaliser des activités afin de permettre aux entrepreneurs d'acquérir les compétences en affaires et en gestion nécessaires au démarrage d'une entreprise ainsi qu'à l'amélioration de la productivité et de la capacité de se développer. Ces activités seront axées sur des domaines comme le marketing ciblé, la planification de la relève, l'exportation et la diversification des fournisseurs, qui stimulent la capacité de croissance des PME. L'Agence continuera également de mettre l'accent sur la coordination de ses investissements généraux en faveur de l'acquisition de compétences en affaires dans l'ensemble de ses activités.

L'Agence veillera à ce que les gens du Canada atlantique continuent d'avoir accès à des renseignements commerciaux opportuns et exacts grâce à Entreprises Canada, y compris des renseignements sur les ressources offertes par les gouvernements fédéral et provinciaux en matière de financement et d'acquisition de compétences en affaires.



## Sous-programme 1.1.3 : Promotion du commerce extérieur

### Description

La *Stratégie commerciale mondiale du Canada*<sup>vi</sup> reconnaît que les chaînes de valeur mondiales et les nouvelles forces économiques offrent des possibilités et elle aide à déceler une concurrence accrue pour le Canada. Pour renforcer la position du pays sur le marché international, la stratégie recommande de profiter des débouchés mondiaux émergents et de rehausser l'image du Canada sur la scène mondiale en tant que partenaire commercial de choix et destination d'investissement de premier ordre. Conformément à cette stratégie, l'Agence cherche à saisir les occasions internationales en vue d'accroître le nombre d'exportateurs et le volume des ventes à l'exportation, d'attirer des investissements étrangers directs et d'appuyer la commercialisation des technologies à l'échelle internationale. Par ailleurs, l'Agence vise à faire connaître le Canada atlantique à l'étranger comme étant un leader mondial en production et en exportation d'énergie et en recherche énergétique, un centre d'innovation, un bassin de travailleurs qualifiés, un fournisseur fiable de produits de qualité à des prix concurrentiels et la porte d'entrée du marché nord-américain. L'Agence joue également un rôle dans la coordination des efforts des organismes fédéraux, provinciaux et du secteur privé du Canada atlantique qui cherchent des débouchés internationaux. Les clients comptent des entreprises, des organismes sans but lucratif, des institutions d'apprentissage et de recherche et les gouvernements provinciaux. Ce sous-programme a recours au financement du paiement de transfert suivant : le Programme de développement des entreprises.

### Ressources financières budgétaires (En dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
25 117 182	24 066 182	24 135 182

### Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
51	51	51

### Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible annuelle 2014-2015	Date de réalisation
Activités d'exportation élargies des petites et moyennes entreprises du Canada atlantique	Pourcentage de petites et moyennes entreprises qui ont accru leurs ventes sur les marchés internationaux dans les douze mois suivant leur participation à une activité de Promotion du commerce extérieur	50 %	le 31 mars 2015
	Pourcentage des projets commerciaux de Promotion du commerce extérieur qui ont satisfait aux attentes et ainsi contribué au développement des activités d'exportation	75 %	le 31 mars 2015



Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible annuelle 2014-2015	Date de réalisation
Nouvelles occasions d'investissements étrangers directs au Canada atlantique	Nombre de transactions d'investissements étrangers directs réalisées (ententes conclues) grâce en partie aux ressources de l'APECA	3	le 31 mars 2015

### Faits saillants de la planification

Grâce à son sous-programme Promotion du commerce extérieur (PCE), l'APECA continuera de s'aligner sur les priorités du gouvernement du Canada, dont le Plan d'action sur les marchés mondiaux, la Stratégie des Amériques et les projets d'accord économique avec l'Inde, en procurant aux entreprises du Canada atlantique les outils, l'accès et le soutien dont elles ont besoin pour réussir sur les marchés mondiaux et en faisant la promotion du Canada atlantique. L'équipe de la PCE aidera les exportateurs du Canada atlantique à profiter pleinement des avantages de l'AECG, surtout lorsqu'il s'agit de produits visés par l'élimination d'importants tarifs, par exemple le poisson et les fruits de mer, le sirop d'érable, les pommes de terre ainsi que les fruits surgelés et les fruits séchés. L'équipe de la PCE travaillera également avec ses partenaires pour cibler de nouvelles occasions sectorielles, commerciales et stratégiques à saisir, avec les universités et les établissements de recherche pour soutenir le travail de commercialisation, avec d'autres partenaires financiers pour rationaliser les opérations et avec le groupe des Politiques, de la défense des intérêts et de la coordination de l'Agence pour établir des liens étroits entre le travail de recherche et l'exécution des programmes.

L'exportation demeure l'un des principaux moteurs de la croissance économique au Canada. Elle génère des recettes, stimule la croissance commerciale et crée de l'emploi. Étant donné la petite taille du marché intérieur de la région, le commerce international est important pour l'économie du Canada atlantique. L'Agence contribue au rendement de la région en renforçant les capacités des PME, en aidant ces dernières à pénétrer les marchés internationaux et en favorisant leurs résultats commerciaux sur la scène internationale. D'autres initiatives visent à déterminer quels secteurs offrent les meilleures possibilités d'exportation et à les appuyer, ainsi qu'à explorer et à exploiter les débouchés qui existent sur les nouveaux marchés.

Les résultats attendus du sous-programme PCE consistent à accroître la présence des PME et de la région à l'étranger. Pour y parvenir, il s'agit d'exposer les secteurs et les entreprises à des débouchés sur les marchés étrangers et de veiller à ce qu'ils soient bien préparés; d'élaborer des stratégies et des plans de mise en œuvre à long terme pour les marchés étrangers; de permettre aux intéressés d'avoir accès à l'information commerciale, aux personnes-ressources et aux occasions pertinentes; et de mener des activités commerciales qui aident les PME à accroître leurs ventes. Les efforts visant à promouvoir le Canada atlantique comme endroit propice aux affaires se poursuivront à l'aide de missions de PCE, de sites Web, de la participation aux principales conférences de l'industrie ainsi que de l'organisation de visites exploratoires et d'activités de sensibilisation. L'Agence travaillera avec les PME désireuses de commercialiser leurs technologies ou leurs procédés novateurs afin de trouver des partenaires disposés à collaborer à leurs travaux de recherche ou à leurs projets d'expansion de marché.

## Programme 1.2 : Développement des collectivités

### Description

L'économie de la région de l'Atlantique est fondée sur la grande diversité géographique, linguistique et culturelle de ses collectivités. Entre les régions rurales et les centres urbains, les occasions et les défis varient considérablement. Les collectivités sont à la base du développement économique et sont essentielles à la prospérité. L'Agence reconnaît l'importance des collectivités et appuie leurs efforts visant à développer les ressources dont elles ont besoin afin de contribuer pleinement à leur développement économique. Ainsi, en ce qui concerne le développement des collectivités, l'Agence concentre ses efforts et ses stratégies sur la création de collectivités dynamiques et durables où il y a une augmentation des activités économiques et commerciales et une infrastructure publique de qualité. L'Agence élabore et exécute des programmes qui satisfont les besoins particuliers en matière de développement économique des régions rurales du Canada atlantique et qui consolident la situation de la région. L'Agence collabore avec le secteur privé, les autres ordres de gouvernement, les autres ministères fédéraux, les établissements d'enseignement, les organismes sans but lucratif et les collectivités afin de conjuguer l'aide, de coordonner les efforts de développement économique, de cerner et d'exploiter les occasions émergentes et de s'attaquer aux difficultés économiques partout dans la région. Elle doit donc adopter une approche souple adaptée aux capacités, aux forces et aux difficultés réelles d'une collectivité donnée.

### Ressources financières budgétaires (En dollars)

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
87 408 010	87 408 010	85 408 010	85 408 010

### Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
92	92	92

### Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible annuelle 2014-2015	Date de réalisation
Des collectivités du Canada atlantique dynamiques et viables dont le niveau d'activité économique et commerciale augmente	Pourcentage des projets de Développement des collectivités (DC) qui ont satisfait aux attentes et ainsi contribué au résultat attendu de DC	80 %	le 31 mars 2015
	Nombre de points de pourcentage de plus du taux de survie des clients qui ont reçu de l'aide des CBDC par rapport au taux d'entreprises comparables qui n'en ont pas reçue	10	le 31 mars 2015

## Faits saillants de la planification

En 2014-2015, l'APECA continuera de travailler avec les collectivités, les réseaux de développement économique des collectivités ainsi que les gouvernements provinciaux et les municipalités afin de stimuler le développement économique pour le bien des régions rurales et urbaines. À cette fin, elle investira dans des mesures qui sont en phase avec les priorités économiques et les besoins particuliers des diverses collectivités du Canada atlantique.

Pour stimuler le développement économique des collectivités, l'APECA met à profit ses divers programmes, surtout le Fonds des collectivités innovatrices, le Programme de développement des collectivités et le Programme de développement des entreprises. Grâce à ces mécanismes de financement, l'Agence investira de façon stratégique pour améliorer la productivité et la compétitivité des PME du Canada atlantique et des collectivités où elles font des affaires. Sur le plan de l'infrastructure, l'APECA mettra l'accent sur la collaboration avec Infrastructure Canada dans le but de poursuivre l'exécution des programmes d'infrastructure actuels.

L'APECA continuera d'investir dans des organismes locaux de développement des entreprises, comme les Corporations au bénéfice du développement communautaire (CBDC), pour veiller à ce que les entreprises du Canada atlantique en milieu rural aient accès aux capitaux, aux renseignements et aux conseils dont elles ont besoin et qui sont essentiels à la vitalité et à la durabilité des collectivités.

L'Agence continuera de travailler avec les collectivités autochtones pour déterminer les investissements permettant de soutenir le développement économique stratégique dans des secteurs prioritaires.

En outre, l'APECA mettra à profit ses relations avec les communautés de langue officielle en situation minoritaire au Canada atlantique afin de mettre en œuvre l'Initiative de développement économique (IDE) prévue dans la Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 : Éducation, immigration, communautés.

## Sous-programme 1.2.1 : Investissement dans les collectivités

### Description

Pour assurer leur durabilité et leur croissance, les collectivités doivent prendre en main leur propre avenir en matière de développement économique. À cette fin, elles doivent disposer des capacités et des ressources locales nécessaires pour diriger le travail de développement économique ainsi que pour investir dans les projets qui stimulent leur développement économique. Ces collectivités comprennent des collectivités géographiques ainsi que des communautés d'intérêts telles que des secteurs industriels, des organismes sans but lucratif et des organismes autochtones et francophones. L'Agence travaille avec les collectivités afin de les aider à élaborer leur propre vision de la croissance économique grâce à une planification ciblée et à des investissements stratégiques. Ces investissements favorisent l'accroissement de la capacité humaine collective incluant le développement des compétences, la formation et la coordination ainsi que la capacité matérielle (c.-à-d. l'infrastructure locale). Ce sous-programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : le Fonds des collectivités innovatrices et le Programme de développement des entreprises.

### Ressources financières budgétaires (En dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
69 648 190	67 504 190	67 628 190

### Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
75	75	75

### Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible annuelle 2014-2015	Date de réalisation
Les collectivités saisissent les possibilités de développement économique et de développement des entreprises et affrontent les difficultés connexes	Montant obtenu d'autres sources pour chaque dollar investi par l'APECA dans des projets d'investissement dans les collectivités	1,50 \$	le 31 mars 2015

### **Faits saillants de la planification**

Il demeure prioritaire pour l'Agence d'investir, dans le cadre de son sous-programme Investissement dans les collectivités, en faveur d'initiatives susceptibles de stimuler le développement économique des collectivités rurales confrontées à des difficultés d'ordre démographique. En 2014-2015, l'Agence continuera d'encourager la formation de partenariats entre les collectivités, les provinces et les parties prenantes à l'échelle locale et de mettre en valeur la capacité de développement économique des collectivités.

Grâce au Fonds des collectivités innovatrices, l'APECA continuera de promouvoir des investissements qui procurent d'importantes retombées économiques aux collectivités du Canada atlantique. Ces investissements seront principalement axés sur le développement de principaux secteurs prioritaires ainsi que sur la réalisation de projets stratégiques d'infrastructure communautaire.

Quant au Programme de développement stratégique du tourisme de l'APECA, il rendra les collectivités touristiques rurales plus concurrentielles en les guidant dans le processus d'élaboration et d'exécution d'un plan d'action stratégique pour le tourisme durable.

L'APECA poursuivra sa collaboration avec divers partenaires, dont les gouvernements provinciaux et les municipalités, afin de tirer le maximum des investissements susceptibles de profiter aux collectivités rurales. Le montant obtenu d'autres sources pour chaque dollar investi par l'APECA démontrera que les collectivités réunissent les ressources nécessaires à la réalisation de projets porteurs sur le plan économique tout en mobilisant les principales parties prenantes.

Comme par le passé, l'APECA collaborera avec les communautés de langue officielle en situation minoritaire par l'entremise de ses nombreux réseaux et points de service pour déterminer comment stimuler la vitalité de ces communautés grâce à des investissements de ses divers programmes et de l'Initiative de développement économique (IDE) prévue dans la Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018.

Enfin, l'Agence poursuivra sa collaboration avec les organismes autochtones pour trouver des investissements qui développeront les entrepreneurs autochtones et l'économie autochtone.



## Sous-programme 1.2.2 : Développement des entreprises dans les collectivités

### Description

Le manque de capitaux dans les régions rurales du Canada entrave considérablement le développement économique. Cela nuit à la mise sur pied et à l'expansion des petites entreprises en milieu rural qui sont essentielles à la vitalité et à la durabilité des collectivités. L'Agence fournit un appui ciblé à des organismes locaux sans but lucratif pour remédier à l'insuffisance des capitaux d'investissement mis à la disposition des petites entreprises. À ce titre, l'Agence accorde des contributions à un réseau de Corporations au bénéfice du développement communautaire (CBDC) au Canada atlantique gérées par des conseils d'administration composés de bénévoles locaux. Les CBDC fournissent une source essentielle de fonds d'investissement axés sur les petites entreprises en milieu rural et d'autres services, dont des conseils commerciaux et le perfectionnement des compétences. L'Agence aide les collectivités autochtones en offrant aux petites et moyennes entreprises autochtones un meilleur accès aux capitaux par l'entremise du Ulnooweg Development Group. Ce sous-programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : le Programme de développement des collectivités, le Fonds des collectivités innovatrices et le Programme de développement des entreprises.

### Ressources financières budgétaires (En dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
17 759 820	17 903 820	17 779 820

### Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
17	17	17

### Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible annuelle 2014-2015	Date de réalisation
Renforcement et expansion des entreprises	Nombre de points de pourcentage de plus du taux de croissance de l'emploi chez les clients qui ont reçu de l'aide des CBDC par rapport au taux chez les entreprises comparables qui n'en ont pas reçue	2	le 31 mars 2015
	Nombre de points de pourcentage de plus du taux de croissance des ventes des clients qui ont reçu de l'aide des CBDC par rapport au taux d'entreprises comparables qui n'en ont pas reçue	5	le 31 mars 2015



### **Faits saillants de la planification**

L'APECA continuera d'investir dans des organismes locaux de développement des entreprises pour veiller à ce que les entreprises du Canada atlantique en milieu rural aient accès aux capitaux, aux renseignements et aux conseils dont elles ont besoin et qui sont essentiels à la vitalité et à la durabilité des collectivités.

Pour assurer l'optimisation des ressources, l'Agence continuera de favoriser une approche de gestion axée sur les résultats pour sa collaboration avec des organismes comme les CBDC. Dans le cas des CBDC, cela comprend l'amélioration continue du modèle de financement Développement des collectivités de l'avenir grâce à un comité mixte de surveillance et de collaboration. Les retombées immédiates des investissements de l'APECA seront mesurées par le pourcentage de fonds consacrés à des prêts commerciaux, le type de prêts consentis, le nombre d'entreprises financées et le montant des prêts ainsi que le nombre de clients qui auront suivi de la formation ou obtenu des conseils d'affaires.

L'APECA travaillera avec des réseaux de parties prenantes et des organismes individuels pour mettre en œuvre un cadre de gouvernance solide et la formation requise pour permettre à ces organismes de fonctionner de façon efficace et efficiente à long terme.

Pour aider les entreprises du Canada atlantique à accroître leur productivité et leur compétitivité, l'Agence mobilisera les parties prenantes dans le but de trouver des moyens d'aider les PME en milieu rural à adopter, à développer et à commercialiser de nouvelles technologies avec l'aide des organismes locaux de développement des entreprises. En collaboration avec ces parties prenantes, l'APECA favorisera l'octroi de prêts en fonction de grandes priorités, comme l'innovation, les jeunes et les nouveaux entrepreneurs.

L'APECA poursuivra son étroite collaboration avec les organismes locaux de développement des entreprises pour accroître leur contribution au soutien des entreprises à l'aide d'outils efficaces, comme les services-conseils, et en accordant des fonds et en offrant de la formation commerciale aux jeunes des régions urbaines. L'APECA travaillera en outre avec le réseau des CBDC à l'élaboration d'approches novatrices permettant aux CBDC de mieux aider leurs clients à saisir les possibilités particulières découlant de grands projets.

## Programme 1.3 : Politiques, défense des intérêts et coordination

### Description

Le programme Politiques, défense des intérêts et coordination (PDIC) de l'Agence est essentiel pour cerner les occasions et les défis propres à l'économie régionale et y réagir efficacement. Le programme PDIC offre des renseignements, des analyses et des conseils bien fondés sur un grand éventail de questions et de sujets et appuie la prise de décision ministérielle et à l'échelle de l'Agence. Il aide l'APECA à remplir son mandat et à faire en sorte qu'elle demeure pertinente et sensibilisée aux occasions et aux défis qui se présentent au Canada atlantique en offrant des positions stratégiques et fondées en matière de politiques qui tiennent compte des possibilités de la région, en influençant les politiques et les programmes nationaux qui ont un effet sur le développement et les intérêts du Canada atlantique, et en coordonnant la création d'autres politiques et programmes dans la région pour constituer des approches intégrées en matière de développement.

### Ressources financières budgétaires (En dollars)

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
11 351 591	11 351 591	11 351 591	11 351 591

### Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
68	68	68

### Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible annuelle 2014-2015	Date de réalisation
Politiques et programmes qui visent à renforcer l'économie de la région de l'Atlantique	Pourcentage d'activités de Politiques, défense des intérêts et coordination (PDIC) qui ont atteint les objectifs et ainsi contribué au résultat attendu de PDIC	75 %	le 31 mars 2015



### Faits saillants de la planification

En 2014-2015, l'Agence continuera de remplir une fonction essentielle à l'égard du programme fédéral et des priorités nationales au Canada atlantique en menant des recherches et des analyses stratégiques et en fournissant des conseils stratégiques éclairés. Les travaux de recherche et d'analyse feront état des possibilités et des difficultés liées à l'économie de la région dans des secteurs comme le tourisme et à des facteurs influant

sur la compétitivité et la productivité, comme les compétences en affaires, l'innovation et la commercialisation, les enjeux ruraux et urbains et la promotion du commerce extérieur.

L'Agence concentrera également ses efforts sur des enjeux majeurs liés aux priorités du Canada atlantique et au programme fédéral pour veiller à ce que les politiques et les programmes économiques correspondent aux possibilités de développement régional. L'APECA défendra les intérêts des PME de la région pour les aider à se préparer à saisir les possibilités liées au secteur de l'énergie et à d'autres grands travaux, pour promouvoir leurs capacités dans des domaines comme l'innovation, la commercialisation et le perfectionnement des compétences ainsi que pour profiter le plus possible de l'AECG ainsi que du Plan d'action sur les marchés mondiaux. Le travail de défense des intérêts de l'Agence vise à obtenir, pour les PME de la région, des engagements en matière de retombées industrielles régionales découlant des marchés publics dans le cadre de la Stratégie de défense Le Canada d'abord et de la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale. Grâce à la mise en œuvre continue du Plan d'action pour la construction navale en Atlantique, l'APECA jouera un rôle clé auprès des entreprises afin de les informer de l'ensemble des possibilités de participer à la chaîne d'approvisionnement du secteur de la construction navale et de les aider à en profiter.

Dans son rôle de coordination, l'Agence travaillera avec les quatre provinces de l'Atlantique et d'autres parties prenantes pour mettre à profit les possibilités liées aux travaux de construction navale et à d'autres grands travaux dans la région. Sous la direction de l'Office de l'énergie de l'Atlantique, l'initiative de la Porte d'entrée de l'énergie de l'Atlantique vise à favoriser le développement du secteur dans la région en encourageant la collaboration, une interprétation partagée et la communication entre les secteurs public et privé afin d'optimiser la réalisation de nouveaux projets énergétiques au Canada atlantique.

En outre, l'Agence continuera de coordonner les activités de la Porte canadienne de l'Atlantique auxquelles participent les gouvernements provinciaux, les partenaires du secteur privé et d'autres parties prenantes de la région.

## Sous-programme 1.3.1 : Politiques

### Description

Le travail d'élaboration de politiques assure une solide compréhension pour élaborer les priorités et les initiatives stratégiques de l'Agence, concevoir ses programmes, contribuer aux politiques nationales et entretenir des relations fédérales-provinciales. Ce travail comprend l'analyse de politiques et l'offre de conseils (notamment l'élaboration de politiques et de cadres de travail), l'analyse économique, la recherche et l'engagement des intervenants. Le sous-programme Politiques est exécuté par les fonctionnaires au siège social, aux bureaux régionaux et au bureau d'Ottawa. Le travail d'élaboration de politiques est soutenu en partie par un fonds spécialisé de l'Agence, qui contribue à renforcer les capacités de recherche stratégique au Canada atlantique. Ce sous-programme a recours au financement des paiements de transfert suivants : la Mesure de recherche stratégique visant la région de l'Atlantique et le Programme de développement des entreprises.

### Ressources financières budgétaires (En dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
6 149 641	6 149 641	6 149 641

### Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
32	32	32

### Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible annuelle 2014-2015	Date de réalisation
Décisions stratégiques, bien documentées, qui tiennent compte à la fois des possibilités et des défis propres à l'économie du Canada atlantique, et des possibilités de développement des entreprises et des collectivités	Pourcentage d'activités de Politiques qui ont atteint les objectifs et ainsi contribué au résultat attendu de Politiques	80 %	le 31 mars 2015

### Faits saillants de la planification

Grâce à ses activités de recherche stratégique, d'analyse et de mobilisation, qui sous-tendent l'élaboration de politiques et de programmes solides, l'APECA continuera de participer à l'édification d'une économie concurrentielle au Canada atlantique et d'appuyer le travail de défense des intérêts et de coordination. Elle procédera à des analyses et à des recherches ciblées portant sur les enjeux stratégiques et les tendances dans des domaines clés quant aux possibilités et aux difficultés liées à l'économie de la région, comme la productivité, les compétences en affaires, la promotion du commerce

extérieur, la relève dans l'entreprise, l'innovation et la commercialisation, les dossiers ruraux et urbains, le développement des collectivités, la Porte de l'Atlantique et le corridor commercial, la Porte d'entrée de l'énergie de l'Atlantique, les grands travaux (p. ex. dans les secteurs de l'énergie, des mines et de la construction navale) et d'autres secteurs prioritaires pour le Canada atlantique, comme les secteurs primaires. De plus, l'APECA poursuivra sa participation au Comité des politiques de développement territorial de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et à ses groupes de travail, le principal forum international de discussions et d'échanges en ce qui a trait aux politiques régionales.

Le sous-programme Politiques de l'Agence est une fonction essentielle à la compréhension du contexte économique du Canada atlantique ainsi que des enjeux, des difficultés et des possibilités propres à l'économie régionale. L'APECA continuera d'approfondir ses connaissances des divers enjeux régionaux grâce à des analyses macroéconomiques, microéconomiques et financières.

L'APECA continuera de mobiliser ses partenaires et les parties prenantes du milieu de la recherche à l'égard des dossiers et des priorités du développement économique du Canada atlantique. Parmi les travaux réalisés dans le cadre de la Mesure de recherche stratégique visant la région de l'Atlantique, il y aura une étude du potentiel économique de l'énergie marémotrice et une évaluation de la disponibilité de la main-d'œuvre au Canada atlantique compte tenu du profil de l'emploi et des secteurs de la région. L'Agence déploiera également divers efforts de mobilisation des partenaires du gouvernement fédéral, des provinces, du secteur privé, des associations professionnelles et du milieu universitaire pour veiller à ce que les PME soient en bonne posture pour saisir les possibilités découlant du Plan d'action pour la construction navale en Atlantique, de l'AECG et d'autres grands travaux.



## Sous-programme 1.3.2 : Défense des intérêts

### Description

Les décideurs du gouvernement fédéral doivent comprendre les intérêts du Canada atlantique et en tenir compte, et les intervenants régionaux doivent être bien informés des mesures prises par le gouvernement fédéral et des occasions qui présentent un intérêt économique pour la région. Les activités de l'Agence en matière de défense des intérêts visent la promotion des intérêts de la région au moment de l'élaboration de programmes et de politiques nationaux. En ce qui concerne les contrats d'approvisionnement du gouvernement fédéral, plus particulièrement les grands projets de l'État, l'Agence cherche à faire en sorte que les petites et moyennes entreprises du Canada atlantique puissent profiter de retombées industrielles régionales.

### Ressources financières budgétaires (En dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
2 755 295	2 755 295	2 755 295

### Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
19	19	19

### Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible annuelle 2014-2015	Date de réalisation
Prise en considération des intérêts du Canada atlantique en matière de développement des entreprises et des collectivités dans les politiques, les programmes et les règlements à caractère économique du gouvernement fédéral qui sont établis ou modifiés	Pourcentage d'activités de Défense des intérêts qui ont atteint les objectifs et ainsi contribué au résultat attendu de Défense des intérêts	75 %	le 31 mars 2015

### Faits saillants de la planification

L'APECA continuera de faire valoir l'importance de politiques et de programmes nationaux qui incitent les entreprises du Canada atlantique à être plus novatrices, productives et concurrentielles sur le marché mondial.

L'Agence veillera à ce que les PME du Canada atlantique se donnent les moyens de saisir les possibilités liés à la [Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale](#). Grâce au Plan d'action pour la construction navale en Atlantique, l'Agence travaillera avec ses partenaires des secteurs public et privé pour organiser des activités de développement des fournisseurs et procurer aux PME l'occasion d'entrer en relation avec les principales parties prenantes. L'APECA continuera en outre de soutenir



le développement des secteurs de l'aérospatiale et de la défense du Canada atlantique, et cherchera des possibilités de maximiser les retombées des marchés publics liés à la Stratégie de défense Le Canada d'abord.

L'APECA favorisera l'investissement dans le secteur de l'énergie du Canada atlantique, notamment les modifications stratégiques et réglementaires susceptibles de stimuler l'exploration pétrolière et gazière en mer, et elle appuiera la mise en valeur des atouts de la région en matière d'énergie propre. L'Agence fera également valoir l'importance de s'attaquer aux difficultés démographiques de la région, notamment en soutenant des stratégies de perfectionnement de compétences qui stimuleront la productivité et apporteront une solution à la pénurie de compétences dans la région.

L'Agence cherchera à ce que les politiques de commerce international génèrent des possibilités qui aideront les entreprises du Canada atlantique à exporter. Il peut s'agir de services pour aider les PME à profiter d'un accès élargi aux marchés grâce aux accords de libre-échange, comme l'AECG, qui stimuleront la demande à l'égard des systèmes d'expédition et de transport du Canada atlantique. L'Agence continuera de collaborer avec tous les ordres de gouvernement pour souligner l'importance d'une Porte de l'Atlantique et d'un corridor commercial concurrentiels. Elle veillera également à ce que ses propres activités viennent soutenir les stratégies nationales comme le Plan d'action sur les marchés mondiaux et la Stratégie des Amériques.

L'APECA collaborera avec les ministères fédéraux pour élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes qui favoriseront la transformation durable des secteurs des ressources naturelles du Canada atlantique, en misant sur les possibilités de soutenir de nouvelles utilisations et de nouveaux marchés pour les ressources du Canada atlantique et de nouvelles technologies d'exploitation.

L'APECA s'attachera également à veiller ce que les politiques, les programmes et les investissements du gouvernement fédéral visent à améliorer les résultats de la commercialisation dans la région, et fera valoir l'importance et l'utilité de prévoir des programmes d'innovation axés sur le milieu dans les politiques d'innovation fédérales.

### Sous-programme 1.3.3 : Coordination

#### Description

La loi constitutive de l'Agence lui confère le mandat de coordonner les politiques et les programmes du gouvernement fédéral pour ce qui est des possibilités de développement économique du Canada atlantique. Le sous-programme Coordination compte sur divers partenaires économiques pour tenir compte des priorités économiques de la région de l'Atlantique au moyen d'une démarche de collaboration cohérente en matière de développement, y compris des initiatives fédérales-provinciales, des tables rondes et des groupes d'experts. L'Agence coordonne aussi ses efforts avec ceux d'autres ministères fédéraux, y compris les conseils fédéraux régionaux, pour veiller au développement régional.

#### Ressources financières budgétaires (En dollars)

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
2 446 655	2 446 655	2 446 655

#### Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
17	17	17

#### Mesure du rendement

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible annuelle 2014-2015	Date de réalisation
Coordination des activités des partenaires en vue de donner suite aux priorités économiques du Canada atlantique grâce à une démarche cohérente en matière de développement	Pourcentage d'activités de Coordination qui ont atteint les objectifs et ainsi contribué au résultat attendu de Coordination	75 %	le 31 mars 2015

#### Faits saillants de la planification

En 2014-2015, l'APECA poursuivra son travail de coordination et encouragera ses partenaires à travailler ensemble aux priorités économiques du Canada atlantique et à adopter une approche cohérente du développement économique. Cela permettra aux entreprises de saisir les occasions qui se présenteront à elles et de s'attaquer aux principales difficultés de la région. L'APECA continuera de travailler avec les quatre provinces de l'Atlantique pour déterminer les priorités et les objectifs communs, pour favoriser la recherche conjointe et coordonner l'exécution des programmes et des services de développement économique ainsi que pour soutenir les objectifs stratégiques de la Stratégie fédérale en matière de tourisme du Canada.

L'Agence continuera de participer à des initiatives de coopération, comme le Comité des représentants fédéraux-provinciaux de la Porte de l'Atlantique, et d'en assurer la direction. Elle travaillera avec les parties prenantes de la Porte canadienne de l'Atlantique afin de bâtir au Canada atlantique un système de transport intégré, efficace et concurrentiel de calibre mondial. Elle poursuivra son travail dans le cadre de la Porte d'entrée de l'énergie de l'Atlantique afin de faire progresser le développement du secteur de l'énergie de la région en favorisant et en coordonnant les activités fédérales à l'appui de la réalisation de nouveaux projets énergétiques dans la région, tout en mobilisant les gouvernements provinciaux et les principales parties prenantes du secteur de l'énergie de la région. D'autres collaborations multilatérales avec les gouvernements provinciaux se poursuivront sur des questions d'importance pour diverses parties de la région de l'Atlantique, comme le tourisme, le développement des collectivités, la construction navale, les secteurs des ressources et du savoir, le marché du travail et le perfectionnement des compétences, l'infrastructure, les technologies océaniques, les secteurs de l'aérospatiale et de la défense, les sciences biologiques, et la promotion du commerce extérieur.

Afin d'entretenir des liens efficaces et une approche fédérale coordonnée dans la région, l'APECA continuera de travailler avec les ministères fédéraux par l'entremise des conseils fédéraux régionaux. En 2014-2015, les conseils continueront à fournir des renseignements régionaux aux organismes centraux et à promouvoir les priorités horizontales du gouvernement du Canada dans les secteurs prioritaires de la région, dont la vision d'Objectif 2020, la gestion de l'excellence, la gestion du rendement et les langues officielles.

En 2014-2015, l'APECA continuera de travailler avec d'autres ministères fédéraux et les agences de développement régional dans le contexte de comités, de groupes de travail et d'équipes spéciales dans le but d'harmoniser les politiques de développement régional avec les priorités du gouvernement du Canada. L'Agence collaborera avec divers ministères fédéraux et provinciaux dans le but de saisir les occasions et d'aplanir les difficultés en milieu rural et urbain en vue d'assurer le développement, notamment dans les principaux secteurs de croissance et dans le cadre d'importants projets. Le travail de l'APECA avec les universités et l'industrie se poursuivra, tout comme son travail avec des chercheurs de la région, d'ailleurs au Canada et de l'étranger.

## Programme 1.4 : Services internes

### Description

Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation.

Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens immobiliers, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

### Ressources financières budgétaires (En dollars)

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
25 145 234	25 145 234	25 145 234	25 145 234

### Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
190	190	190



### Faits saillants de la planification

En 2014-2015, l'APECA continuera à mettre en œuvre des mesures transformationnelles et organisationnelles qui consolident et améliorent sa capacité d'offrir d'excellents programmes et services. Elle s'attachera à adopter des processus opérationnels communs à l'appui du programme de transformation du gouvernement, qui vise l'adoption de solutions uniformes à l'échelle du gouvernement dans des domaines comme les ressources humaines, la gestion de l'information et les technologies de l'information et les finances, ainsi qu'à mobiliser les employés autour de la mise en œuvre de mesures conformes à la vision et aux principes d'Objectif 2020. À cette fin, l'Agence mettra sur ses partenariats avec divers ministères, comme les autres agences de développement régional et Services partagés Canada, afin d'explorer les possibilités de réaliser des gains d'efficacité grâce à la collaboration.

Les fonctions de mesure du rendement et d'évaluation de l'APECA servent à appuyer la prise de décisions fondées sur des données probantes, la responsabilisation et l'amélioration continue des programmes et des services. Pour favoriser l'atteinte de ces objectifs, l'Agence a mis en place un solide cadre de mesure du rendement pour

l'exercice 2014-2015 et elle mettra en œuvre son plan d'évaluation pour la période de 2013 à 2018.

L'APECA continuera de coordonner et de diriger un processus annuel de planification intégrée pour veiller à ce que ses activités de planification restent en phase avec les priorités du gouvernement du Canada et avec son propre mandat et ses ressources budgétaires. L'Agence veillera également à intégrer la gestion des ressources humaines et des risques à ses processus de planification et de prise de décisions. En outre, elle poursuivra la mise en œuvre de son nouveau plan de sécurité.

L'APECA appuiera l'utilisation des instruments stratégiques des organismes centraux, comme la Directive sur la gestion du rendement, et elle consolidera son engagement à observer de solides pratiques en matière de ressources humaines grâce à des séances de sensibilisation de ses employés et à la formation de ses gestionnaires et superviseurs.

L'Agence poursuivra la mise en œuvre de sa stratégie visant à ce que les valeurs et l'éthique soient des fondements de sa culture organisationnelle et elle engagera un dialogue ouvert à tous les niveaux de l'organisation.

L'APECA participe à la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) de 2013-2016 et, grâce à son programme Services internes, contribue au thème IV de la stratégie, soit Réduire l'empreinte environnementale en commençant par le gouvernement.

L'objectif de la SFDD visé par le thème IV est l'Écologisation des opérations gouvernementales (EOG), qui comporte cinq secteurs cibles pour l'APECA, y compris les suivantes :

- prendre des mesures pour intégrer des facteurs environnementaux à ses achats, conformément à la Politique d'achats écologiques du gouvernement fédéral;
- élaborer une approche visant à maintenir ou à accroître le taux d'écologisation en milieu de travail;
- fixer des cibles selon les critères SMART, c'est-à-dire spécifiques, mesurables, atteignables, pertinentes et limitées dans le temps, pour réduire l'impact environnemental de ses services aux clients.

Pour obtenir des précisions sur chacun de ces secteurs cibles à propos du thème IV, veuillez consulter le rapport supplémentaire de l'APECA intitulé Écologisation des opérations gouvernementales.





## Section III : Renseignements supplémentaires

### État des résultats prospectif

L'état des résultats condensé prospectif présenté dans cette sous-section vise à donner un aperçu général des résultats de l'APECA. Les renseignements financiers prévus concernant les dépenses et les recettes sont préparés sur une base de comptabilité d'exercice pour renforcer la responsabilisation et améliorer la transparence et la gestion financière.

Comme l'état des résultats prospectif est établi sur une base de comptabilité d'exercice et les prévisions et les dépenses prévues présentées dans d'autres sections du présent rapport sont établies sur la base des dépenses, les montants diffèrent.

Un état des résultats prospectif plus détaillé et des notes afférentes, comprenant un rapprochement des coûts de fonctionnement net et des autorisations demandées, se trouvent sur [le site Web de l'Agence](#).

#### État des résultats condensé prospectif

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars (En dollars)

	Résultats estimatifs 2013-2014	Résultats prévus 2014-2015	Variation
Total des dépenses	242 728 000	229 831 000	(12 897 000)
Total des revenus	23 000	10,000	(13 000)
<b>Coût de fonctionnement net</b>	<b>242 705 000</b>	<b>229 821 000</b>	<b>(12 884 000)</b>

Le total des dépenses prévues pour 2014-2015 se chiffre à 229,8 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 12,9 millions de dollars par rapport aux résultats estimatifs de 2013-2014. La diminution prévue est principalement attribuable à la fin du Fonds d'amélioration de l'infrastructure communautaire dans le cadre du programme Développement des collectivités.

Toujours quant aux dépenses prévues, en voici la répartition : 95,7 millions de dollars (41,6 pour cent) pour le programme Développement des entreprises, 92,3 millions de dollars (40,2 pour cent) pour le programme Développement des collectivités, et 12,7 millions de dollars (5,5 pour cent) pour le programme Politiques, défense des intérêts et coordination. Quant au programme Services internes, son budget est de 29,1 millions de dollars (12,7 pour cent).

Les dépenses prévues pour 2014-2015 comprennent des paiements de transfert de l'ordre de 145,6 millions de dollars, notamment des subventions, des contributions à remboursement conditionnel et des contributions non remboursables. Il s'agit de dépenses qui sont engagées principalement dans le cadre des programmes Développement des collectivités (78,6 millions de dollars) et Développement des

entreprises (65,9 millions de dollars), et qui viennent appuyer la réalisation du mandat de l'Agence.

Quant aux contributions à remboursement non conditionnel, elles ne sont pas comprises dans les dépenses prévues. Ces paiements de transfert se chiffrent à environ 62 millions de dollars et font partie des actifs.

Enfin, les revenus correspondent au gain réalisé sur l'aliénation des immobilisations corporelles.

## Liste des tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires listés sont affichés sur le site Web de l'APECA :

- [Renseignements sur les programmes de paiements de transfert](#)
- [Vérifications internes et Évaluations](#)
- [Écologisation des opérations gouvernementales](#)
- [Initiatives horizontales](#)

## Dépenses fiscales et évaluations

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs de la politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'impôt, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances publie annuellement des estimations et des projections du coût de ces mesures dans une publication intitulée *Dépenses fiscales et évaluations*. Les mesures fiscales présentées dans le rapport *Dépenses fiscales et évaluations* relèvent de la seule responsabilité du ministre des Finances.

## Section IV : Coordonnées de l'organisation

Agence de promotion économique du Canada atlantique

644, rue Main

C.P. 6051

Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 9J8

(Adresse de messagerie : E1C 1E2)

Renseignements généraux : 506-851-2271

Sans frais (au Canada et aux États-Unis) : 1-800-561-7862

Télécopieur : 506-851-7403

Télécopieur sécurisé : 506-857-1301

Accès à l'information/Protection des renseignements personnels : 506-851-6203

ATS<sup>vii</sup> : 1-877-456-6500

<http://www.acoa-apeco.gc.ca/fra/Pages/Accueil.aspx>

## Notes de fin de document

<sup>i</sup> Parlement du Canada, *Certains rapports ministériels sur le rendement 2008-2009 – Ministère de l'Industrie et Ministère des Transports. Rapport du Comité permanent des comptes publics*, septembre 2010.

<sup>ii</sup> Parlement du Canada, *Renforcer l'examen parlementaire des prévisions budgétaires et des crédits. Rapport du Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires*, juin 2012.

<sup>iii</sup> *Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique*, L.R.C. 1985, ch. 41 (4<sup>e</sup> suppl.).

<sup>iv</sup> On entend par « type » de priorité ce qui suit :

- Nouvelle : établie pour l'exercice 2014-2015
- Déjà établie : établie il y a un ou deux exercices (c.-à-d. pour 2012-2013 ou 2013-2014)
- Permanente : priorité établie au moins trois exercices avant l'exercice visé par le rapport (c.-à-d. en 2011-2012 ou un exercice antérieur)

<sup>v</sup> La mesure des répercussions sur le PIB du Canada atlantique est une tâche multidimensionnelle à long terme. Par conséquent, l'Agence publie les résultats aux cinq ans, en fonction de l'analyse des données des systèmes internes, à l'aide d'un modèle économétrique du Conference Board du Canada. Cet indicateur sera mesuré de nouveau en 2018, pour la période de cinq ans allant de 2013-2014 à 2017-2018.

<sup>vi</sup> Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada. La Stratégie commerciale mondiale a été remplacée par le Plan d'action sur les marchés mondiaux; c'est donc la nouvelle appellation qui est utilisée dans le présent rapport.

<sup>vii</sup> L'appareil de télécommunication pour sourds (ATS) est un dispositif pour les personnes sourdes, malentendantes ou qui ont des troubles de la parole qui leur permet de taper des messages et d'en recevoir au lieu de parler et d'écouter. Il faut que les deux interlocuteurs soient équipés du dispositif ATS.